

# Lutte de classe

## Notre programme minimum

### et les revendications immédiates du prolétariat

**La mise en œuvre de ce programme minimum repose sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et sur l'existence d'un parti révolutionnaire forgé dans la lutte des classes et ayant conquis de larges couches du prolétariat, et non sur un quelconque processus électoral.**

**Le révisionnisme au nom du marxisme ou du trotskysme consiste à l'inverse à faire reposer la réalisation d'un tel programme sur des élus, des personnalités, une soi-disant élite d'intellectuels, un processus électoral, tout sauf la révolution prolétarienne comme processus dialectique aboutissant à remettre en cause et à porter un coup décisif aux fondements de l'Etat bourgeois, à ses institutions, et au régime capitalisme.**

**Les lignes précédées d'un carré rouge concernent quelques éléments qui pourraient faire partie de la nouvelle constitution.**

- La propriété privée des moyens de production et d'échange est déclarée propriété collective inaliénable ;
- Les privilèges des classes possédantes sont abolis ;
- Annulation de la dette publique envers les institutions financières et les banques ;
- La propriété collective n'a pas pour but l'enrichissement d'une classe sociale particulière au détriment d'une autre, encore moins l'enrichissement de certaines catégories de la population par rapport à d'autres, mais elle a pour unique objectif le bien-être commun de l'immense majorité de la population constituée des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, du privé et du public, actifs et inactifs (retraités, enfants).
- Abrogation de toutes les lois anti-ouvrières votées depuis 1945 ;
- Le SMIC à 1500 euros nets par mois, cela concerne plus de la moitié des salariés selon Mailly (FO), soit plus de 12 millions de travailleurs, si l'on ajoute les conjoints et leurs enfants, on doit atteindre les 30 millions de personnes ;
- Pas une retraite inférieure à 1500 euros net par mois, plus d'un million d'agriculteurs retraités perçoivent aujourd'hui une retraite inférieure à 800 euros par mois, plus de 700 000 salariés retraités recevaient le minimum vieillesse (chiffres 2002, Insee) ... ;
- Annulation de la dette des familles ouvrières ;
- Interdiction des licenciements, du travail des enfants de moins de 16 ans, du travail des femmes de nuit dans l'industrie ;
- Semaine de travail de 30 heures sans diminution de salaire ;
- Transformation des contrats de travail précaires en CDI, rémunération des stagiaires et des apprentis sur la base du SMIC ;
- Gratuité des études supérieures, abolition du LMD et du numerus clausus ;

- Restitution à la Sécurité sociale des milliards d'euros perçus par les entreprises au titre des exonérations ou des réductions de cotisations sociales ;
- Généralisation de la CMU à l'ensemble de la population ;
- Restauration du contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes sous le contrôle de l'État, et régularisation de tous les étrangers présents sur le territoire national à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi ;
- Expulsion immédiate vers leur pays d'origine de tous les dictateurs ayant trouvé refuge en France et confiscation de tous leurs biens et avoirs bancaires ;
- Confiscation des 100 milliards d'euros de bénéfices empochés par les entreprises du CAC 40 en 2006 ;
- Loyer maximum équivalent au cinquième des revenus des locataires, réquisition et confiscation des appartements et maisons inoccupés pour loger immédiatement les SDF; accès immédiat à la propriété pour tout locataire payant un loyer dans le privé depuis plus de 10 ans au même propriétaire ;
- Nationalisation et expropriation sans indemnités ni rachat de toutes les entreprises privatisées depuis 25 ans ;
- Nationalisation et expropriation sans indemnités ni rachat de toutes les entreprises privées présentant un intérêt stratégique pour l'ensemble de la population ;
- Blocage et fixation des prix des produits de première nécessité (alimentation, habillement, santé, éducation, logement, transport, énergie, communication...)
- Soutien de l'Etat aux petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, redistribution d'une partie des terres des grands propriétaires terriens aux petits exploitants dans le cadre d'une coopérative d'Etat leur garantissant un revenu minimum égal au SMIC et interdiction de la culture, de l'élevage et de la pêche intensive ;
- Remise en culture de toutes les terres laissées en jachère, reboisement des forêts dévastés par des incendies, des cyclones ou par la pollution (pluies acides) ;
- Interdiction d'importer des produits faisant l'objet d'une surproduction en France, interdiction d'importer des produits à des prix inférieurs au prix de revient de leur fabrication en France ou établissement d'une taxe équivalente à la différence entre les deux produits ;
- Mise en œuvre d'une politique industrielle basée sur les besoins et le bien-être de la population et non sur le profit d'une minorité d'actionnaires ;
- Mise aux normes de protection de l'environnement immédiate des industries polluantes sous peine d'expropriation ; dépollutions de toutes les terres, côtes et rivières à la charge des entreprises responsables ;
- Réduction de 50% des tarifs des transports en commun dans les grandes villes et leurs banlieues ; développement des transports publics non polluant ;
- Développement industriel immédiat des moteurs à hydrogène non polluant ;
- Interdiction des OGM en plein champ ; interdiction de la vivisection ;
- Développement massif des énergies renouvelables et arrêt à terme du nucléaire ;
- Interdiction d'importer des animaux originaires d'Afrique, Asie et Océanie, des matières premières menacées d'extinction (bois, etc.) ou dont l'exploitation ou la disparition remet en cause l'équilibre de l'écosystème ;

- Interdiction d'utiliser des produits chimiques ou des matières premières dans la fabrication de biens de consommation, susceptibles de porter atteinte à la santé publique ;
- Recyclage systématique de tous les déchets ;
- Instauration du monopole d'État du commerce extérieur, nationalisation des banques, des compagnies d'assurance, des organismes financiers sans indemnité ni rachat, confiscation de tous leurs biens immobiliers et divers ;
- Restauration de l'ensemble des services publics tels qu'ils étaient il y a 30 ans ;
- Abolition de toutes les lois anti-laïques, pas un euro public pour l'école privée ; confiscation des biens des Églises ;
- Abolition de la Constitution et de toutes les institutions de la Ve République : Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'État, Conseil constitutionnel, Conseil économique et social, etc. (y compris, armée, police) ;
- Instauration d'une République socialiste réunissant dans une même assemblée souveraine le pouvoir législatif et exécutif élue et contrôlée en permanence par des délégués élus et révocables, à l'exclusion des représentants des partis naturels de la bourgeoisie ;
- Destruction de l'armement chimique, biologique et nucléaire ;
- Pour les États-Unis socialiste d'Europe (ou la République socialiste d'Europe) ;
- Rupture avec la totalité des institutions européennes et internationales liées au capital sur le plan économique, politique et militaire ;
- Soutien (politique, matériel et financier) inconditionnel aux combats de tous les peuples engagés dans la lutte contre le capitalisme ;
- Retrait des troupes françaises des pays occupés et démantèlement des bases militaires installées à l'étranger ;
- Annulation de la dette des pays en voie de développement ;

A compléter...